



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition **SPÉCIALE DÉLÉGATIONS** n° 35 du 2 novembre 2006*

## **Le recueil peut être consulté :**

\* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

\* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 6 novembre 2006.

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1238</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>1238</b>
BUREAU DU MANAGEMENT STRATEGIQUE DES SERVICES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FINANCIERES .....	1238
Décision portant règlement départemental du pouvoir adjudicateur pour l'application des articles 2, 5, 7, 27 et 28 du Code des marchés publics .....	1238
Délégation de signature n° OSP0602 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle.....	1238
Délégation de signature n° OSP 0603 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement.....	1239
Délégation de signature n° OSP0604 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Maryse DEVAUX, directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.....	1239
Délégation de signature n° OSP0605 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales.....	1240
Délégation de signature n° OSP0606 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Marie VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.....	1241
Délégation de signature n° OSP0607 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.....	1241
Délégation de signature n° OSP0608 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Raymond AUBRY, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine, directeur départemental de la jeunesse et des sports de Meurthe-et-Moselle .....	1242
Délégation de signature n° OSDP0601 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires .....	1242
Délégation de signature n° MPA0601 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle .....	1243
Délégation de signature n° MPA0602 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Michel ANCILLON, directeur départemental des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle.....	1243
Délégation de signature n° MPA0603 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Benoît BERTHELEMY, directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de Meurthe-et-Moselle .....	1244
Délégation de signature n° MPA0604 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle.....	1244
Délégation de signature n° MPA0605 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du Trésor public de Meurthe-et-Moselle .....	1245
Délégation de signature n° MPA0606 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à Mme Valérie HATSCH, directrice départementale des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle .....	1245

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Direction du développement durable et des politiques  
interministérielles****Bureau du management stratégique des services de l'État et des  
affaires financières****Décision portant règlement départemental du pouvoir adjudicateur pour  
l'application des articles 2, 5, 7, 27 et 28 du Code des marchés publics**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Chevalier de la légion d'honneur

VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 5, 7, 27 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

**DÉCIDE****TITRE I****NIVEAU D'EVALUATION DES BESOINS****1) CAS GENERAL DES MARCHES DE FOURNITURES OU DE SERVICES**

L'évaluation des besoins des services départementaux de l'Etat en Meurthe-et-Moselle est déterminée aux niveaux suivants :

A)- Chaque service déconcentré, constituant une unité fonctionnelle, et ayant reçu délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, à savoir :

-La direction départementale de l'Équipement

-La direction départementale de l'agriculture et de la forêt

-La direction départementale des services vétérinaires

-La direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

-La direction départementale des affaires sanitaires et sociales

-L'inspection académique, direction départementale des services de l'éducation

-La direction régionale de la jeunesse et des sports pour ses activités départementales.

-La direction départementale des services fiscaux

-La direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

B) les services ou groupes de services suivants, gestionnaires des crédits ordonnancés par le préfet, à savoir :

-La préfecture et les sous-préfectures

-Les services de police (DDSP, DDRG)

-La direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse

-Le service départemental d'architecture.

-La trésorerie générale (services du Trésor)

**2) CAS PARTICULIER DES MARCHES NATIONAUX (Catégorie de marchés visés au titre II, chapitre III du CMP)**

En ce qui concerne l'adhésion à un marché national, à une convention de prix ou à un groupement d'achat, les actes d'engagement local ou les conventions ou actes d'adhésion correspondants sont signés dans les conditions prévues dans ma délégation de signature aux personnes représentant le pouvoir adjudicateur.

**3) CAS DES MARCHES DE TRAVAUX (article 27-II-1 du CMP)**

Dans le cas de marchés de travaux, le besoin est évalué au niveau de l'opération caractérisée par une période de temps et un périmètre limités ainsi que par son unité fonctionnelle, technique ou économique.

**4) CAS DES MARCHES MUTUALISÉS application du titre II, chapitre III du CMP)**

En ce qui concerne les fournitures de bureau, le papier à usage courant, les papiers spéciaux, les consommables informatiques et les enveloppes imprimées, les besoins sont évalués au niveau départemental. Ces besoins sont couverts soit par des marchés nationaux (cf 2° ci-dessus) soit par des marchés mutualisés coordonnés au niveau du préfet.

**TITRE II****ORGANISATION DE LA PUBLICITE****FORMES DES MARCHES****1) DEFINITION DES PRESTATIONS ET FOURNITURES HOMOGENES POUR LES MARCHES DE FOURNITURES ET DE SERVICES (article 27 II du CMP)**

La détermination des seuils permettant le choix de la procédure de marché est appréciée par une estimation globale des fournitures ou services qui peuvent être considérés comme homogènes par référence à la nomenclature définie par l'arrêté interministériel du 13 décembre 2001 (JO du 26 décembre 2001)

Toutefois, cette nomenclature pourra faire l'objet d'adaptations tenant compte de la spécificité des activités des services, sur proposition des gestionnaires et personnes représentant le pouvoir adjudicateur par délégation.

Cette nomenclature fait l'objet des adaptations suivantes :

Famille initiale	Code	Nouvelles familles	Codes
Produits d'extraction non énergétiques et produits chimiques industriels divers	13-02 et 17-10	Achats de sables, bétons et ciments	13-03
Peintures, vernis, adjuvants, encres d'imprimerie	17-08	Peinture en bâtiments	17-11
Etudes, analyses et contrôles nécessaires à la réalisation d'un ouvrage	71.03	Etude de programmation	71.03
		Diagnostic sur le bâti en cas de réhabilitation	71.05
		Prestations de topographie, lever de plans, étude de sol, reconnaissance de fondation	71.06
		Travaux d'imprimerie et de reprographie	71.07
		Contrôle technique en phase étude et travaux	71.08

		Coordination sécurité et santé des travailleurs sur phase étude de travaux	71.09
Denrées alimentaires	10.01 à 10.15	Denrées alimentaires	10.00
Papiers et cartons en l'état	15.02	Papiers spéciaux (notamment rouleaux pour tables traçantes)	15.021
Petites fournitures de bureau	38.01	Timbres en caoutchouc	38.011

**2) PUBLICITE DES MARCHES FORMALISES (hors procédure adaptée)**

Tout projet d'appel à la concurrence concernant des marchés formalisés, quel que soit leur montant, sera soumis au visa préalable du préfet avant publication.

**3) PUBLICITE DES MARCHES PASSES SUR PROCEDURE ADAPTEE (article 28 du CMP)**

marchés de fournitures ou de services inférieurs à 135 000 € et de travaux

inférieurs à 210 000 € HT

L'ensemble des gestionnaires de marchés, des personnes représentant le pouvoir adjudicateur désignées par mes soins, ou me représentant se conformeront aux modalités de publicité et de mise en concurrence décrites ci après :

**Marchés inférieurs à 4 000 €**

L'acheteur, en fonction de l'objet du marché et de ses connaissances pratiques du terrain estime le meilleur mode de mise en concurrence permettant la consultation simplifiée de plusieurs prestataires (téléphone, télécopie, Internet, courrier)

-Aucune publicité préalable n'est obligatoire

-La commande est formalisée par une lettre ou un bon de commande signé par le fonctionnaire ayant reçu délégation pour le faire.

**1- Marchés inférieurs à 15 000 €**

L'acheteur, en fonction de l'objet du marché et de ses connaissances pratiques du terrain estime le meilleur mode de publicité et de mise en concurrence adaptés à l'objet du marché et à la concurrence dans le domaine considéré.

-La commande est formalisée par une lettre ou un bon de commande signé par le fonctionnaire ayant reçu délégation pour le faire.

**IMPORTANT : Pour toute commande supérieure à 3 000 €** et en application des articles L324-14 et R324-2 du code du travail, il devra être demandé au titulaire de fournir les pièces prévues à l'article R324-4 du code du travail, à savoir :

- Une attestation du respect des obligations sociales et fiscales établie par les organismes habilités

- Tout document comportant le numéro d'immatriculation du titulaire

- Une attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L143-3, L143-5 et L620-3 du code du travail.

**2-Marchés compris entre 15 000 et 50 000 €**

-Publicité adaptée à l'objet et aux caractéristiques du marché par presse écrite ou Internet, ou, si le nombre de candidats potentiels est limité, consultation écrite d'au moins trois fournisseurs.

-Commande formalisée par une lettre ou un bon de commande signé par un fonctionnaire ayant reçu délégation pour le faire.

-Archivage des pièces justifiant de la mise en concurrence et de la lettre ou du bon de commande.

**3-Marchés compris entre 50 000 et 90 000 €**

-Publicité adaptée à l'objet et aux caractéristiques du marché par presse écrite ou Internet, ou, si le nombre de candidats potentiels est limité, consultation écrite d'au moins trois fournisseurs.

-Consultation restreinte permettant une sélection des candidats à compter d'un délai minimum de 8 jours à partir de la publication de l'avis de parution de l'information sur Internet;

-Choix de l'offre la mieux disante, éventuellement après négociation;

-Marché ou contrat écrit, prévoyant notamment le versement d'une avance forfaitaire et des acomptes si la durée du marché l'exige, signé par les deux parties;

-Archivage des pièces justifiant la mise en concurrence.

**4-Marchés à partir de 90 000 € et inférieurs à 135 000 € pour les fournitures et services et à 210 000 € pour les travaux**

-Publicité préalable d'une durée de 15 jours minimum à compter de l'envoi de l'avis dans un journal d'annonces légales;

-Sélection des candidats à consulter donnant lieu à la rédaction d'un procès-verbal

-Envoi d'une lettre ou d'un dossier de consultation aux candidats sélectionnés et d'une lettre d'information aux candidats non retenus;

-réception, ouverture des offres et éventuellement négociations;

-Choix de l'offre la mieux-disante justifié dans un procès-verbal

-Courrier d'information aux candidats non retenus;

-Signature d'un marché ou d'un contrat écrit avec un délai de notification de 10 jours pour permettre aux candidats non retenus d'exercer un éventuel recours.

\*\*\*\*\*

Le présent règlement s'applique à l'ensemble des marchés et commandes qui n'auront pas encore fait l'objet d'une publicité ou d'une mise en concurrence à la date de sa publication.

NANCY, le 3 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° OSP0602 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
 Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
 VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;  
 VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU la nomination à compter du 12 novembre 2004 de Monsieur Claude BISSON-VAIVRE en qualité d'inspecteur d'académie, directeur départemental des services de l'éducation de Meurthe-et-Moselle ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 en ses articles 6 à 10 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Monsieur l'inspecteur d'académie ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur l'inspecteur d'académie ;  
 VU le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les articles 6 à 10 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 relatifs à la délégation de signature de la personne responsable des marchés sont annulés.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires concernées par ma délégation de signature de l'ordonnateur secondaire susvisée du 9 janvier 2006. Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux. Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur l'inspecteur d'académie pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 3 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur l'inspecteur d'académie à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 5 : Monsieur l'inspecteur d'académie m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 6 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur l'inspecteur d'académie peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature. En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur l'inspecteur d'académie peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 7 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture, Monsieur l'inspecteur d'académie et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° OSP 0603 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
 Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
 VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;  
 VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'arrêté ministériel du 29 avril 2002 portant nomination de Monsieur Hugues CORBEAU en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental de l'équipement ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. le directeur départemental de l'équipement ;  
 VU le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est annulé.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires concernées par ma délégation de signature de l'ordonnateur secondaire susvisée du 9 janvier 2006.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 3 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 5 : Monsieur le directeur départemental de l'équipement m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 6 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le directeur départemental de l'équipement peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental de l'équipement peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 7 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° OSP0604 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Maryse DEVAUX, directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
 Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
 VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;  
 VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'arrêté ministériel du 22 mars 2006 portant nomination de Mme Maryse DEVAUX en qualité de directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRÊTE

Art. 1<sup>er</sup> : Les articles 8 à 12 de l'arrêté préfectoral susvisé du 11 juillet 2006 relatifs à la délégation de signature de la personne responsable des marchés sont annulés.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée Madame Maryse DEVAUX, directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires concernées par ma délégation de signature de l'ordonnateur secondaire susvisée du 9 janvier 2006.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics..

Art. 3 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Délégation de signature est également accordée à Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 5 : Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 6 : En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 7 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° OSP0605 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 10 octobre 2005 portant nomination de Mme Christiane PERNET en qualité de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 en ses articles 6 à 10 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRÊTE

Art. 1<sup>er</sup> : Les articles 6 à 10 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 novembre 2005 relatifs à la délégation de signature de la personne responsable des marchés sont annulés.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Christiane PERNET directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires concernées par ma délégation de signature de l'ordonnateur secondaire susvisée du 9 janvier 2006.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 3 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Délégation de signature est également accordée à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 5 : Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 6 : En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 7 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

Art. 8 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° OSP0606 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Marie VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 MAI 2005 portant nomination de Mme Marie VIGIER en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005 en ses articles 6 à 10 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les articles 6 à 10 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 juin 2005 relatifs à la délégation de signature de la personne responsable des marchés sont annulés.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Marie VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires concernées par ma délégation de signature de l'ordonnateur secondaire susvisée du 15 janvier 2006.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 3 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Délégation de signature est également accordée à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 5 : Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 6 : En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 7 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers

spéciaux, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

Art. 8 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° OSP0607 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Yves ROYER en qualité de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 en ses articles 6 à 10 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 complété par celui du 29 août 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les articles 6 à 10 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 relatifs à la délégation de signature de la personne responsable des marchés sont annulés.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires concernées par ma délégation de signature de l'ordonnateur secondaire susvisée du 9 janvier 2006.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 3 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 5 : Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 6 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut subdéléguer sa

signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**Art. 7 :** Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

**Art. 8 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° OSP0608 de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Raymond AUBRY, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine, directeur départemental de la jeunesse et des sports de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la nomination en date du 25 mars 2003 de Monsieur Raymond AUBRY en qualité de directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 en ses articles 6 à 10 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Monsieur le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 6 à 10 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 relatifs à la délégation de signature de la personne responsable des marchés sont annulés.

**Art. 2 :** Délégation de signature est accordée à Monsieur Raymond AUBRY, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires concernées par ma délégation de signature de l'ordonnateur secondaire susvisée du 9 janvier 2006.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

**Art. 3 :** Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

**Art. 4 :** Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**Art. 5 :** Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**Art. 6 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le directeur

régional de la jeunesse et des sports de Lorraine peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**Art. 7 :** Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

**Art. 8 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° OSDP0601 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret le décret N° 2002-234 du 20 février 2002 portant création des directions départementales des services vétérinaires, codifiant le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales des services vétérinaires ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 2006 portant nomination de Monsieur Jean-Yves CHOLLET en qualité de directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle à compter du 9 octobre 2006 ;

Vu les articles 6 à 9 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Mme la directrice départementale des services vétérinaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Mme la directrice départementale des services vétérinaires ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 6 à 9 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 ainsi que l'arrêté préfectoral également susvisé du 9 janvier 2006 sont annulés.

**Délégation de signature de l'ordonnateur secondaire**

**Art. 2 :** Délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, en tant que responsable de budget opérationnel départemental, à l'effet de recevoir les crédits imputés sur le budget de l'agriculture (code 03) au titre du programme 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » (Chapitre 0206), de les attribuer à l'unique unité opérationnelle départementale de ce budget opérationnel de programme et de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, en ce qui concerne ce budget.

**Art. 3 :** Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires à l'effet de procéder à la liquidation, à

l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de l'agriculture (code 03) au titre du programme. « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » (Chapitre 0215), d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

**Art. 4 :** Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

**Art. 5 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**Art. 6 :** Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**Art. 7 :** La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

#### **Délégation de signature du représentant du pouvoir adjudicateur**

**Art. 8 :** Délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires pour me représenter et à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

**Art. 9 :** Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

**Art. 10 :** Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**Art. 11 :** Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**Art. 12 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 8 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumises à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**Art. 13 :** Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

**Art. 14 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### **Délégation de signature n° MPA0601 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 août 2003 nommant M. Michel PONSARD-CHAREYRE en qualité de directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à compter du 8 septembre 2003 ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental de la sécurité publique ;

Vu la demande présentée par M. le directeur départemental des renseignements généraux le 31 août 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRÊTE**

**Art. 1er :** L'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est annulé.

**Art. 2 :** Délégation de signature est accordée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 135 000 € pour les fournitures et services et 210 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 25 septembre 2006. La signature de ces marchés devra être accompagnée d'un engagement comptable d'autorisation d'engagement.

Les seuils de 135 000 et 210 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**Art. 3 :** Délégation de signature est également donnée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

**Art. 4 :** M. Michel PONSARD-CHAREYRE peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**Art. 5 :** Délégation est également accordée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE à l'effet de signer au nom de l'ordonnateur les documents liquidatifs des dépenses relatives aux frais d'enquête et de surveillance ainsi qu'aux frais de déplacements de la direction départementale des renseignements généraux payés sur la régie d'avances ouverte au sein de la direction départementale de la sécurité publique.

**Art. 6 :** Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution.

**Art. 7 :** Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**Art. 8 :** Le secrétaire général de la préfecture, M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### **Délégation de signature n° MPA0602 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Michel ANCILLON, directeur départemental des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2005 nommant M. Michel ANCILLON, commissaire principal, en qualité de directeur départemental des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;



VU l'arrêté préfectoral du 2 mai 2005 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental des renseignements généraux ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 2 mai 2005 est annulé.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à M. Michel ANCILLON, directeur départemental des renseignements généraux, à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 135 000 € pour les fournitures et services et 210 000 € pour les travaux) dont la dépense est imputée sur les crédits du chapitre 0176 dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 3 octobre 2006. La signature de ces marchés devra être accompagnée d'un engagement comptable d'autorisation d'engagement.

Les seuils de 135 000 et 210 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

Art. 3 : Délégation de signature est également donnée à M. Michel ANCILLON, directeur départemental des renseignements généraux, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Art. 4 : M. Michel ANCILLON peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu pour l'exécution des dépenses imputées sur le chapitre 0176, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 5 : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution.

Art. 7 : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Michel ANCILLON, directeur départemental des renseignements généraux et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° MPA0603 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Benoît BERTHELEMY, directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 2001 nommant M. Benoît BERTHELEMY, directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est annulé.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à M. Benoît BERTHELEMY, directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 135 000 € pour les fournitures et services et 210 000 € pour les travaux) dont la dépense est imputée sur les crédits du chapitre 0182 dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 3 octobre 2006. La signature de ces marchés devra être accompagnée d'un engagement comptable d'autorisation d'engagement.

Les seuils de 135 000 et 210 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

Art. 3 : Délégation de signature est également donnée à M. Benoît

BERTHELEMY, directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Art. 4 : M. Benoît BERTHELEMY peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu pour l'exécution des dépenses imputées sur le chapitre 0182, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 5 : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution.

Art. 7 : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Benoît BERTHELEMY, directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° MPA0604 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 septembre 2004 nommant M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004 ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est annulé.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 135 000 € pour les fournitures et services et 210 000 € pour les travaux) dont la dépense est imputée sur les crédits du chapitre 0224 dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 3 octobre 2006. La signature de ces marchés devra être accompagnée d'un engagement comptable d'autorisation d'engagement.

Les seuils de 135 000 et 210 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

Art. 3 : Délégation de signature est également donnée à M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Art. 4 : M. Lorenzo DIEZ peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu pour l'exécution des dépenses imputées sur le chapitre 0224, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 5 : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution.

Art. 7 : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° MPA0605 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du Trésor public de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Monsieur Alain MAUCHAMP, chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 2 juin 2006 est annulé.

**Délégation de signature de l'ordonnateur secondaire**

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Alain MAUCHAMP, chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle à l'effet de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 «Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local) » (Chapitre 0156).

Art. 3 : La présente délégation ne concerne pas les éventuels ordres de réquisition du comptable public, qui demeurent soumis à ma signature

Art. 4 : Le chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou des agents dont la fonction est compatible avec le principe de séparation des fonctions de l'ordonnateur et du comptable. Cette signature est accréditée auprès de Monsieur le trésorier payeur général en tant que comptable assignataire des dépenses susvisées.

**Délégation de signature de la personne représentant le pouvoir adjudicateur**

Art. 5 : Délégation de signature est accordée à M. Alain MAUCHAMP à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 135 000 € pour les fournitures et services et 210 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 3 octobre 2006. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable.

Les seuils de 135 000 et 210 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclus de cette délégation les marchés formalisés quel que soit leur montant.

Art. 6 : Délégation de signature est également donnée à M. Alain MAUCHAMP à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Art. 7 : M. Alain MAUCHAMP peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 8 : Les dispositions de l'article 5 ne s'appliquent pas aux marchés de fournitures de bureau, de consommables informatiques, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux et de fourniture d'enveloppes imprimées qui doivent faire l'objet d'une prise en compte soit au niveau d'un marché national, soit dans le cadre des marchés mutualisés mis en place au niveau départemental.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du Trésor public de Meurthe-et-Moselle et Monsieur

le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Délégation de signature n° MPA0606 de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à Mme Valérie HATSCH, directrice départementale des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la nomination de Madame Valérie HATSCH en qualité de directrice départementale des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle à compter du 23 octobre 2006 ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental des renseignements généraux ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

Art. 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 19 octobre 2006 est annulé à compter du 23 octobre 2006.

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Mme Valérie HATSCH, directrice départementale des renseignements généraux, à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 135 000 € pour les fournitures et services et 210 000 € pour les travaux) dont la dépense est imputée sur les crédits du chapitre 0176 dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 3 octobre 2006. La signature de ces marchés devra être accompagnée d'un engagement comptable d'autorisation d'engagement.

Les seuils de 135 000 et 210 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclus de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

Art. 3 : Délégation de signature est également donnée à Mme la directrice départementale des renseignements généraux, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Mme la directrice départementale des renseignements généraux peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu pour l'exécution des dépenses imputées sur le chapitre 0176, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 5 : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution.

Art. 7 : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulés.

Art. 8 : Le présent arrêté prend effet à compter du 23 octobre 2006.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme la directrice départementale des renseignements généraux et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 octobre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND